

Audience publique du 10 mai 2021

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
en présence du ministre de l'Immigration et de d'Asile,
en matière de relevé de forclusion

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 45958 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 27 avril 2021 par Maître Ibithal El Bouyousfi, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Algérie), de nationalité algérienne, demeurant à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai de 15 jours lui imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision ministérielle du 24 mars 2021 portant refus de sa demande de protection internationale ;

Vu la convocation du 28 avril 2021 des mandataires des parties en chambre du conseil en date du mercredi 5 mai 2021, à 10.00 heures ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marc-Olivier Zarnowski, en remplacement de Maître Ibithal El Bouyousfi, et Monsieur le délégué du gouvernement Yannick Genot en leurs plaidoiries respectives en chambre du conseil en date du 5 mai 2021.

En date du 3 mars 2021, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

En date du 8 mars 2021, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère sur les motifs à la base de sa demande de protection internationale.

Par une décision du 24 mars 2021, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », décida de statuer sur la demande de protection internationale de Monsieur ... dans le cadre d'une procédure accélérée, lui refusa l'octroi d'une protection internationale et lui ordonna de quitter le territoire.

Par une requête déposée du tribunal administratif en date du 27 avril 2021, Monsieur ... a formulé une demande de relevé de déchéance sur le fondement de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti

pour agir en justice, ci-après désignée par « la loi du 22 décembre 1986 », tout en précisant suivant le dispositif de la requête introductive d'instance qu'il demande au tribunal de « *dire que le délai légal pour introduire un recours contentieux contre la décision ministérielle du 24 mars 2021 de refus de protection internationale dans le chef de Monsieur ... recommence à courir à compter de la date du jugement à intervenir* ».

La requête en relevé de déchéance, non autrement contestée sous ce rapport, ayant été présentée suivant les formes et délai prévus par la loi, elle est recevable.

A l'appui de sa requête en relevé de déchéance, le demandeur explique qu'il aurait introduit une demande de protection internationale au Luxembourg le 3 mars 2021, que le 22 mars 2021, il aurait fait déposer au service de l'assistance judiciaire de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg une demande d'assistance judiciaire, et que le 31 mars 2021, le même service lui aurait retourné le dossier en demandant d'expliquer les éléments nouveaux justifiant une deuxième demande de protection internationale au Luxembourg après avoir relevé qu'il avait déjà bénéficié d'une assistance judiciaire pour une demande de protection internationale antérieurement dont Maître Ardavan Fatholahzadeh avait été chargé à compter du 20 août 2017.

Le demandeur explique que dans la mesure où il n'aurait pas obtenu l'assistance judiciaire, il n'aurait pas été en mesure de supporter lui-même les honoraires de l'avocat qu'il avait contacté.

Il précise encore que le 2 avril 2021, il aurait répondu au courrier du service de l'assistance judiciaire de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg et ce ne serait que le 22 avril 2021 que l'assistance judiciaire lui aurait été accordée.

Or, à ce moment-là, le délai contentieux contre la décision de refus du ministre du 24 mars 2021, lui notifiée le 1^{er} avril 2021, aurait été expiré, de sorte qu'il n'aurait plus pu introduire un recours contentieux à l'encontre de cette décision.

En droit, le demandeur se prévaut de l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986, ainsi que d'une impossibilité d'agir en justice dans le délai de 15 jours imparti pour introduire le recours contentieux en l'espèce, tout en expliquant que la décision du 24 mars 2021 lui aurait été notifiée le 1^{er} avril 2021, de sorte que le délai de recours de 15 jours aurait commencé à courir le 1^{er} avril 2021 à minuit et aurait expiré le 16 avril 2021.

Le demandeur se prévaut ensuite d'une jurisprudence du tribunal administratif du 9 janvier 2002, inscrite sous le numéro 13535 du rôle, et du 2 octobre 2000, inscrite sous le numéro 12161 du rôle, et donne à considérer que la désignation d'un mandataire postérieurement à l'expiration du délai de recours contentieux, de même qu'une erreur des services de l'Ordre des avocats constitueraient des cas d'impossibilité d'agir, tout en relevant que son litismandataire n'aurait été désigné que le 22 avril 2021 par le bâtonnier. Il souligne encore que bien qu'il ait procédé aux diligences nécessaires afin d'obtenir la désignation d'un mandataire dans les meilleurs délais, tout en mettant en avant que par courrier du 31 mars 2021, il aurait relancé le service de l'assistance judiciaire et rappelé l'urgence de la situation, ledit service n'aurait répondu que le 22 avril 2021, soit après l'expiration du délai contentieux. En s'appuyant sur les jurisprudences citées, il estime qu'il conviendrait d'adopter le même raisonnement en l'espèce.

Il réitère que ne disposant d'aucune ressource financière, il aurait été dans l'impossibilité de payer lui-même les honoraires du litismandataire contacté, de sorte qu'il se serait retrouvé *de facto* et sans qu'il n'y ait faute de sa part dans une impossibilité d'agir contre la décision ministérielle en cause.

A l'audience des plaidoiries, le délégué du gouvernement a conclu au rejet de la demande de relevé de déchéance en se référant au parcours du demandeur en Europe depuis qu'il a quitté son pays d'origine et à la chronologie des faits et en reprochant au demandeur d'avoir attendu 19 jours depuis le dépôt de sa demande de protection internationale pour demander une assistance judiciaire par courrier daté du 22 mars 2021, tout en donnant à considérer que son litismandataire actuel avait bien accepté son mandat dans la mesure où il aurait demandé le 16 mars 2021 une copie du dossier administratif et se serait adressé au barreau au nom du demandeur, circonstances dont le délégué du gouvernement conclut que le demandeur n'était pas dans l'impossibilité d'agir endéans le délai légal. L'hypothèse du demandeur serait ainsi différente de celle d'un demandeur d'une assistance judiciaire qui ne dispose pas encore d'un avocat et qui demande au barreau de lui en désigner un. Le délégué du gouvernement donne encore à considérer que le demandeur aurait été informé dès le dépôt de sa demande de protection internationale de la possibilité de mandater un avocat et qu'il se serait présenté le 8 mars 2021 à son entretien auprès du ministère sans avoir choisi de se faire assister par un avocat, ce qui aurait, en effet, permis de reporter la date de l'entretien et sans faire état de ce qu'il serait à la recherche d'un avocat qu'il voudrait mandater.

La loi du 22 décembre 1986 dispose en son article 1^{er} que « *si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir* ».

En l'espèce, il est constant en cause qu'à partir de la notification, intervenue de manière non contestée en date du 1^{er} avril 2021, de la décision ministérielle du 24 mars 2021, cette notification ayant de manière non contestée fait courir le délai de recours de 15 jours applicable en l'espèce, le demandeur a eu connaissance de l'acte, de sorte que le demandeur ne rentre pas sous les prévisions du premier cas d'ouverture d'un relevé de déchéance prévu par la loi, à savoir si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, l'intéressé n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai.

Le demandeur se prévaut du deuxième cas de figure prévu par l'article 1^{er} de la loi précitée du 22 décembre 1986 pouvant donner lieu au relevé de déchéance, à savoir l'hypothèse dans laquelle, bien que le demandeur a eu connaissance de l'acte en question, il était dans l'impossibilité d'agir.

Force est de constater qu'en l'espèce, le demandeur a déposé sa demande de protection internationale en date du 3 mars 2021 et que le ministre a pris sa décision de statuer dans le cadre d'une procédure accélérée et de lui refuser la demande de protection internationale le 24 mars 2021.

Il est certes vrai que la décision d'octroi d'une assistance judiciaire n'a été prise que le 21 avril 2021, partant à un moment où de manière non contestée le délai de recours de 15 jours était expiré.

Il est encore vrai que la jurisprudence des juridictions administratives a eu l'occasion de retenir que la désignation d'un mandataire dans le cadre d'une procédure d'assistance judiciaire avec effet postérieur à l'expiration du délai de recours contentieux pourrait, le cas échéant, constituer dans le chef de l'intéressé une impossibilité d'agir au sens de l'article 1^{er} de la loi du 22 décembre 1986. Il est encore vrai que suivant la jurisprudence des juridictions administratives, un plaideur qui fait personnellement toutes les diligences nécessaires lui incombant en vue d'introduire un recours contentieux dans le délai légal mais qui, en raison de circonstances qui ne lui sont pas imputables, a été mis dans l'impossibilité d'agir, est à relever de la déchéance encourue par l'expiration dudit délai et que dans cet ordre d'idées, la jurisprudence des juridictions administratives admet que si le demandeur qui prouve s'être adressé dans le délai contentieux au secrétariat du Barreau en vue de se faire désigner un avocat à commettre d'office par le bâtonnier du conseil de l'Ordre, ledit secrétariat n'ayant toutefois pas donné au dossier déposé les suites que le demandeur pouvait légitimement escompter, se trouve dans l'impossibilité d'agir et est à relever de la déchéance encourue par l'expiration du délai de recours contentieux¹.

Il convient toutefois de prendre en considération *in concreto* les circonstances de l'espèce afin de vérifier si le demandeur a entrepris toutes les diligences nécessaires et si l'impossibilité d'agir se trouve effectivement vérifiée dans son chef.

Or, en l'espèce, le tribunal retient, de concert avec la partie étatique, qu'une telle impossibilité ne se trouve pas vérifiée.

A cet égard, le tribunal relève qu'il n'est pas contesté que dès le dépôt de sa demande de protection internationale le 3 mars 2021, le demandeur a été informé de son droit de se faire assister par un avocat.

Force est ensuite de constater qu'il se dégage du formulaire de demande d'une assistance judiciaire signé par le demandeur le 6 mars 2021, figurant au dossier administratif, que déjà à ce moment, le demandeur était assisté par un avocat, l'étude Durusu El Bouyoufsi étant renseignée sur ledit formulaire comme personne ayant rempli la demande d'assistance judiciaire et Maître El Bouyoufsi étant renseignée sous le point E8 comme étant l'avocat assistant le demandeur, étant relevé que l'assistance a été demandée avec effet au 4 mars 2021.

Le tribunal constate, par ailleurs, qu'à partir du 8 mars 2021, date à laquelle le demandeur a été entendu sur les motifs à la base de sa demande de protection internationale, son litismandataire était nécessairement conscient qu'il n'était pas à exclure que la prise d'une décision par le ministre était imminente.

Pourtant, l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg n'a été saisi en vue d'une assistance judiciaire que par un courrier de son litismandataire actuel daté du 22 mars 2021, entré au service de l'assistance judiciaire seulement le 24 mars 2021.

Or, le demandeur est resté en défaut d'expliquer pour quelles raisons lui-même, respectivement son litismandataire ont attendu jusqu'au 22 mars 2021, bien que conscient d'une certaine urgence au regard du fait que le demandeur avait déjà été entendu sur les

¹ Trib. adm. 31 mai 2000, n°11862, Pas. adm. 2020, V° Procédure contentieuse, n° 300 et les autres références y citées.

motifs à la base de sa demande de protection internationale, pour introduire une demande d'assistance judiciaire, cela d'autant plus que, tel que relevé ci-avant, le formulaire de demande d'assistance judiciaire joint audit courrier avait été signé déjà le 6 mars 2021 et qu'à cette date il avait déjà chargé son litismandataire actuel.

Confronté à ce délai, le litismandataire du demandeur s'est limité à insister sur le retard pris par le service d'assistance judiciaire de l'Ordre des avocats et à reprocher à ce dernier d'avoir demandé des renseignements sur le bien-fondé de la nouvelle procédure alors qu'il avait déjà bénéficié d'une assistance judiciaire en 2017 au moment où il avait introduit une première fois sa demande de protection internationale avant de faire l'objet d'une décision de transfert en Croatie, le demandeur étant d'avis qu'une telle demande de renseignements dépasserait le cadre admissible du contrôle d'un dossier en vue d'une assistance judiciaire. Le demandeur est toutefois resté en défaut de fournir une explication convaincante du retard pris avant même la saisine du barreau, en ce qu'il a attendu jusqu'au 22 mars 2021 pour contacter le barreau, bien que, tel que relevé ci-avant, son litismandataire ait été chargé depuis au plus tard le 6 mars 2021 et bien que le fait que le demandeur avait déjà été entendu le 8 mars 2021 ait laissé présager la prise imminente d'une décision, et cela d'autant plus qu'il ne se dégage pas du dossier qu'une quelconque démarche ait été entreprise auprès du ministère, que ce soit au moment de l'entretien ou ultérieurement, pour rendre attentif à des difficultés éventuelles au niveau de l'assistance judiciaire qui pourraient le cas échéant empêcher l'exercice d'un recours en temps utile.

Au-delà de ce constat et en ce qui concerne l'argumentation du demandeur suivant laquelle il aurait été dans l'impossibilité d'introduire un recours en raison du retard pris par l'octroi d'une assistance judiciaire, le tribunal relève, tel que retenu ci-avant, que le demandeur avait chargé Maître El Bouyousfi au plus tard le 6 mars 2021 et que celle-ci a accepté son mandat, dans la mesure où (i) par courrier du 16 mars 2021, elle a demandé la communication du dossier administratif en tant que mandataire chargé d'assister le demandeur, (ii) elle figure en tant que tel sur le formulaire de demande d'assistance judiciaire qu'elle a adressé au service de l'assistance judiciaire de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg par courrier du 22 mars 2021, et (iii) elle s'est adressé au même service par un courrier du 2 avril 2021 au nom du demandeur. Il convient d'en déduire deux constats : d'une part, les déclarations du litismandataire du demandeur à l'audience des plaidoiries ayant affirmé que Monsieur ... aurait mis du temps pour trouver un avocat comprenant la langue arabe ce qui expliquerait le délai entre le dépôt de la demande de protection internationale et la date d'introduction de la demande d'assistance judiciaire, tombe à faux, le demandeur ayant visiblement chargé un avocat quelques jours après le dépôt de sa demande de protection internationale ; d'autre part, le tribunal retient, de concert avec la partie étatique, que le cas de Monsieur ... n'est pas celui d'une personne qui s'adresse au barreau de Luxembourg pour se voir désigner un avocat dans le cadre d'une assistance judiciaire et qui, à défaut de désignation d'un avocat en temps utile, se trouve dans l'impossibilité d'introduire un recours devant les juridictions administratives dans une matière dans laquelle le ministère d'avocat est obligatoire, mais il s'agit de l'hypothèse d'une personne qui a d'ores et déjà chargé un avocat, qui a accepté son mandat et qui est devenu actif en qu'il s'est d'ores et déjà présenté comme litismandataire non seulement afin de demander une assistance judiciaire, mais aussi et surtout vis-à-vis du ministère, en l'occurrence afin de demander la communication du dossier administratif et cela sans faire état à l'égard du ministère d'une quelconque réserve quant à une impossibilité d'introduire un recours à défaut d'octroi d'une assistance judiciaire.

Dans ces conditions, le tribunal est amené à retenir que le demandeur reste en défaut de justifier pour quelles raisons son litismandataire n'aurait pas pu introduire un recours contentieux endéans les délais légaux et cela indépendamment de l'octroi de l'assistance judiciaire, étant relevé que la seule affirmation péremptoire que le demandeur n'aurait pas eu les moyens pour payer l'avocat qu'il avait chargé et qui a pourtant accepté son mandat est insuffisante compte tenu des circonstances relevées ci-avant.

Dès lors, le tribunal est amené à retenir que le demandeur n'a pas justifié à suffisance que les conditions d'une l'impossibilité d'agir afin de justifier un relevé de déchéance sont remplies, de sorte que la requête afférente est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement et sans recours ;

reçoit en la forme la demande en relevé de déchéance ;

au fond, déclare ladite demande non fondée, partant la rejette ;

condamne le demandeur aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 10 mai 2021 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Bochet, juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 10 mai 2021
Le greffier du tribunal administratif